

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JANVIER 1913.

Proposition de loi complétant le Code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscription provinciale.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Nous pensons qu'il y a en ce moment dans notre pays un courant d'opinion qui entraîne irrésistiblement la classe ouvrière vers le régime de l'égalité politique ; que parmi les travailleurs intellectuels se manifeste avec le même entraînement le très sincère désir d'une législation électorale plus juste, plus équitable, conforme aux aspirations populaires et que la réforme si généralement souhaitée se réalisera bientôt sans secousse, dans le calme et par le concours de toutes les bonnes volontés ;

Nous pensons qu'une révision de la constitution s'impose et qu'elle nous amènera inévitablement la solution logique, équitable qui devant l'urne électorale placera tous les citoyens belges sur un pied de parfaite égalité, et qui fera sortir de cette urne la véritable volonté du pays en ouvrant les enceintes parlementaires à toutes les sérieuses nuances de l'opinion publique dans l'exacte proportion de leur force électorale réelle.

Il y a d'ailleurs pour notre pays, dans les circonstances troublantes qu'il traverse, une urgente nécessité d'aboutir à une entente patriotique et nous sommes bien persuadés que cette nécessité fera taire toutes les susceptibilités qui semblent vouloir entraver encore l'avènement définitif du suffrage universel égalitaire.

Ceux qui hésitent encore nous disent : « il ne suffit point de vouloir réviser tel ou tel article de la Constitution ; il faut savoir par quelles dispositions nous allons les remplacer. Avant de nous engager dans cette voie il faudrait au moins tâcher de nous mettre d'accord sur la direction à suivre ».

En ce qui nous concerne, nous savons parfaitement où nous voulons aboutir : le problème électoral a fait l'objet de nos constantes préoccupations, et nous n'avons aucune hésitation quant à la solution que le problème comporte.

Nous ne voulons pas seulement l'abolition du vote plural ; nous voulons et nous demandons en même temps une répartition plus juste et plus équitable des mandats législatifs entre les diverses nuances de l'opinion publique.

Pour nous, la représentation proportionnelle est l'indispensable complément du suffrage universel, auquel elle doit rester indissolublement unie. Elle respecte le droit de la libre discussion et elle constitue pratiquement la meilleure garantie modératrice pour ceux-là surtout qui redoutent les emportements de la loi du nombre.

Cependant, il est un aspect de la question qui a déjà fixé l'attention de beaucoup d'entre vous, mais qui pour d'autres n'apparaît pas encore comme suffisamment élucidé.

Lorsque nous serons d'accord de supprimer le vote plural, il faudra simultanément régler le droit de suffrage, également reconnu à tous, par une application plus exacte et plus étendue de la représentation proportionnelle.

Il faudra perfectionner le mécanisme de ce principe modérateur par excellence qui maintient le suffrage universel en équilibre entre toutes les tendances de l'opinion publique.

Combien de fois ne l'avons nous pas fait remarquer : nos circonscriptions électorales sont partout trop exiguës, trop étroites ; avec le système proportionnel défectueux qui nous régit le résultat du scrutin est faussé ; il ne traduit pas la véritable volonté du corps électoral.

Nous n'allons pas recommencer la démonstration ; elle a été péremptoirement faite après chacune des élections législatives qui se sont succédé depuis dix ans.

Sans doute, un remaniement du nombre des députés dans certains arrondissements surpeuplés peut momentanément atténuer la défectuosité du système.

C'a été le cas après le dernier recensement décennal : mais à mesure que le corps électoral s'accroît, l'improportionnalité du résultat s'accroît à nouveau : tout ce que nous avons dit l'année dernière en développant notre proposition de représentation proportionnelle intégrale reste debout et les chiffres de l'élection du 2 juin, n'ont d'ailleurs rien enlevé à la force probante de notre démonstration.

Nous reprenons donc notre proposition de loi que la dissolution des Chambres a rendue caduque et dont nous avons revu légèrement le texte.

Nous croyons qu'il sera inutile d'aligner de nouveaux chiffres à l'appui de notre thèse : nous nous permettons de vous rappeler l'exposé que nous vous avons soumis l'année dernière (1).

S'il vous restait un doute sur le mérite, sur l'efficacité de la formule dont nous vous proposons l'application, il vous suffira d'examiner attentivement les chiffres de n'importe quelle élection législative, de vous poser ensuite les questions que voici et de faire à chacune d'elles la réponse la plus logique :

Le procédé de représentation proportionnelle actuellement en vigueur

(1) *Documents parlementaires*. Session 1911-1912, Séance du 21 novembre 1911, n° 11.

produit-il bien dans chaque arrondissement un résultat suffisamment exact pour ne point vicier la représentation nationale dans l'ensemble du pays?

Et si vous êtes convaincu que le résultat est réellement défectueux, où faut-il chercher le remède?

Serait-ce dans le seul agrandissement de certaines circonscriptions, dans la seule suppression des petits arrondissements?

Et si vous écarterez cette solution dont vous auriez raison de ne point vouloir, parce qu'elle présente réellement les plus graves inconvénients, en avez-vous une autre?

La formule de représentation proportionnelle qui sert de base à notre texte, n'est-elle pas scientifiquement indiscutable? Ne vous donne-t-elle pas entièrement satisfaction en conciliant le respect de l'autonomie locale avec la nécessité d'une répartition générale rigoureusement exacte?

Son introduction dans notre Code électoral n'aura-t-elle pas comme conséquence immédiate de laisser à chaque groupement politique une indépendance entière, une liberté complète?

Notre formule ne donne-t-elle pas à chaque groupe de listes fédérées le nombre de sièges coïncidant proportionnellement à sa force électorale totalisée? N'assure-t-elle pas aussi avec le maximum d'exactitude à chaque liste locale le nombre de sièges correspondant à la force électorale qu'elle représente dans l'arrondissement?

Peut-on par une autre méthode atteindre le même résultat, le même degré de précision?

Voilà, Messieurs, les questions qu'il ne nous paraît plus possible d'éluder, lorsque nous voudrions régler le suffrage universel sur de nouvelles bases.

Ne vous semble-t-il pas que dans l'intérêt supérieur du pays le moment est venu de les résoudre?

Il y a une solution qui réalise plus complètement encore l'idéal proportionnaliste : elle consiste dans l'application de notre système de répartition intégrale à l'ensemble du pays, c'est-à-dire à tous les arrondissements qui le même jour prennent part à l'élection législative.

Il n'y aurait à notre proposition actuelle que quelques phrases à changer et nous avons un texte prêt à vous être soumis : Mais à ce texte les anti-proportionnalistes objectent l'obstacle constitutionnel.

L'objection ne nous a jamais paru sérieuse, mais nous la signalons à votre attention parce que nous y voyons une raison de plus de faire disparaître la barrière constitutionnelle et de donner enfin satisfaction aux légitimes revendications de la classe ouvrière.

VICT. VANDEWALLE.

PROPOSITION DE LOI

complétant le code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscription provinciale.

ARTICLE UNIQUE

Les dispositions suivantes sont ajoutées au code électoral :

Art. 151bis. — Lors de chaque renouvellement par moitié et lors de chaque renouvellement intégral des Chambres ou de l'une d'elles, le premier bureau du chef-lieu de la province fonctionne comme bureau central pour la répartition complémentaire des sièges dont il sera parlé au titre XI, art. 255bis, 266bis et suivants.

Art. 255bis. — Dans les cas prévus par l'article 151bis, les candidats présentés dans divers arrondissements d'une même province ont le droit de déclarer qu'ils appartiennent, au point de vue de la répartition des sièges, à un seul groupe électoral.

Cette déclaration doit être signée par tous ceux qui y sont désignés; elle n'a d'effet que pour les listes dont les candidats effectifs et suppléants auront signé la déclaration.

Elle peut contenir désignation d'un témoin et d'un témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau électoral central; les témoins peuvent être électeurs pour

WETSVOORSTEL

houdende aanvulling van het Kieswetboek en bewerkende de evenredige verdeeling der zetels, voor de Wetgevende Kamers, bij provinciale omschrijving.

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan het Kieswetboek :

Art. 151bis. — Bij elke vernieuwing voor de helft en bij elke geheele vernieuwing van de Kamers of van ééne harer, werkt het eerste bureel der hoofdplaats van de provincie als hoofdbureel voor de aanvullende verdeeling der zetels waarvan sprake is in titel XI, art. 255bis, 266bis en volgende.

Art. 255bis. — In de gevallen voorzien bij artikel 151bis, hebben de kandidaten, voorgesteld in verschillende arrondissementen eener zelfde provincie, het recht te verklaren dat zij, met het oog op de verdeeling der zetels, tot ééne kiesgroep behooren.

Deze verklaring moet worden onderteekend door al degenen die daarin zijn aangewezen; zij heeft enkel uitwerking voor de lijsten waarvan de werkelijke en plaatsvervangende kandidaten de verklaring onderteekenden.

Zij mag een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen om de verrichtingen van het hoofdkiesbureel bij te wonen; de getuigen moeten kiezer zijn voor de Kamer

la Chambre des Représentants dans l'arrondissement; néanmoins, les candidats peuvent être désignés comme témoins effectifs ou suppléants, même s'ils ne sont pas électeurs.

Art. 255ter. — La déclaration prévue par l'article 255bis doit être remise au président du bureau central aux lieux, jour et heure qu'il aura indiqués, au plus tard le cinquième jour après celui où les listes des candidats sont définitivement arrêtées par les bureaux principaux d'arrondissement; il en est délivré récépissé.

Le président arrête immédiatement, en présence des témoins, s'il en a été désigné, le tableau des listes collectives et communique aux présidents des collèges d'arrondissement les listes qui comprennent des candidats de leur circonscription.

Les présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes de l'arrondissement.

Art. 257bis. — Il sera également procédé à l'élection dans les cas prévus par les trois premiers alinéas de l'article 257, si les candidats d'une ou de plusieurs listes se réservent, dans l'acte d'acceptation, le droit de faire la déclaration prévue par l'article 255bis et l'ont effectivement faite dans le délai de l'article 255ter.

Art. 263. — Cet article est complété comme suit : Dans les arrondissements où aucun candidat n'a fait la déclaration prévue à l'article 255bis, le bureau principal divise successivement par 1, 2, 3, 4, 5, etc. (le reste comme à l'article 263.)

der Volksvertegenwoordigers, in het arrondissement; de kandidaten mogen echter worden aangewezen als werkelijke of als plaatsvervangende getuigen, zelfs indien zij niet kiezer zijn.

Art. 255ter. — De verklaring, bij artikel 255bis voorzien, moet aan den voorzitter van het hoofdbureel worden afgegeven op de plaats, op den dag en het uur door hem aangeduid, uiterlijk den vijfden dag na dien waarop de kandidatenlijsten voorgoed zijn vastgesteld door de hoofdbureelen van arrondissement; daarvan wordt ontvangstbewijs afgegeven.

De voorzitter stelt onmiddellijk, in bijzijn van de getuigen, zoo er werden aangewezen, de tabel der gezamenlijke lijsten vast en deelt aan de voorzitters der arrondissementscolleges de lijsten mede die kandidaten van hunne omschrijving behelzen.

De voorzitters doen de lijsten onmiddellijk aanplakken in al de gemeenten van het arrondissement.

Art. 257bis. — Insgelijks wordt tot de verkiezing overgegaan in de gevallen voorzien bij de eerste drie alinéas van artikel 257, wanneer de kandidaten van ééne of van meer lijsten zich, in de akte van aanneming, het recht voorbehouden de verklaring, bij artikel 255bis voorzien, te doen en deze werkelijk hebben gedaan binnen den termijn gesteld in artikel 255ter.

Art. 263. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt : In de arrondissementsen waar niet één kandidaat de verklaring, bij artikel 255bis voorzien, heeft gedaan, deelt het hoofdbureel achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, 5, enz. (het overige zooals in art. 263).

Art. 266bis. — Dans les arrondissements où les candidats d'une ou de plusieurs listes ont fait la déclaration prévue par l'article 255bis, le bureau principal procède au recensement des voix et arrête le nombre des votes valables et, pour chacune des listes, le nombre des votes nominatifs de chacun des candidats ainsi que le chiffre électoral de la liste en se conformant aux dispositions des articles 183, 184 et 260.

Le bureau détermine ensuite le chiffre répartiteur local en divisant le nombre des votes valables par le nombre de sièges à conférer dans l'arrondissement.

Il divise par ce répartiteur le chiffre électoral de chaque liste et fixe ainsi pour chacune d'elles son *quotient électoral local*.

Le chiffre des unités de ce quotient électoral indique à chaque liste le nombre de sièges qui lui sont déjà définitivement acquis.

La répartition complémentaire des mandats et la proclamation définitive des élus se font par le bureau central au chef-lieu de la province.

Art. 266ter. — Dans le cas prévu par l'article précédent, le procès-verbal de l'élection est adressé immédiatement au président du bureau électoral central, les autres pièces étant seules envoyées au greffier de la Chambre des représentants ou du Sénat, conformément à l'article 193.

Art. 266quater. — Le bureau électoral central se réunit le lendemain de l'élection, à midi.

Il additionne les chiffres électoraux obtenus par les listes formant groupe dans les divers arrondissements dont les opérations lui sont

Art. 266bis. — In de arrondissementen waar de kandidaten van ééne of van meer lijsten de verklaring, bij artikel 255bis voorzien, hebben afgelegd, gaat het hoofdbureel over tot het opnemen van de stemmen en stelt het getal geldige stemmen vast, alsmede, voor elke der lijsten, het getal stemmen op naam van elken der kandidaten en het kiescijfer der lijst, hierbij in acht nemende de bepalingen der artikelen 183, 184 en 260.

Het bureel bepaalt vervolgens het plaatselijk verdeelend cijfer, het getal der geldige stemmen deelende door 't getal zetels, in het arrondissement toe te kennen.

Het deelt door dezen verdeeler het kiescijfer van elke lijst en bepaalt aldus, voor elke harer, het *plaatselijk kiesquotient*.

Het cijfer der eenheden van dit kiesquotient geeft, voor elke lijst, het getal zetels aan welke zij reeds bepaald heeft verworven.

De aanvullende verdeling der mandaten en de eindoproeping der verkozenen geschieden door het hoofdbureel, ter hoofdplaats van de provincie.

Art. 266ter. — In het geval voorzien bij het vorige artikel, wordt het proces-verbaal der verkiezing onmiddellijk gezonden aan den voorzitter van het hoofdkiesbureel; alleen de overige stukken worden gestuurd aan den Griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers of aan dien van den Senaat, overeenkomstig artikel 193.

Art. 266quater. — Het hoofdkiesbureel vergadert daags na de verkiezing, 's middags.

Het telt te samen de kiescijfers verkregen door de lijsten die ééne groep uitmaken in de verschillende arrondissementen welke verrich-

soumises et il arrête ainsi le *chiffre électoral total* de chaque groupe.

Quant aux listes qui, dans ces arrondissements, n'ont point fait la déclaration prévue à l'art. 255bis, le bureau les considère comme groupes isolés.

Il divise pour chaque groupe son chiffre électoral total successivement par le nombre de sièges qu'il obtiendrait si chacun des mandats restés disponibles lui était complémentai-
rement attribué et par cette opération il arrête les quotients généraux encore utilisables du groupe.

Il range ces quotients par ordre d'importance et dans cet ordre il classe les groupes devant les sièges restés disponibles.

D'autre part, pour régler le rang de priorité entre les diverses listes d'un même arrondissement, le bureau divise le quotient local de chacune de ces listes par le nombre de sièges qu'elle occuperait dans l'arrondissement si le siège resté disponible lui était complémentai-
rement attribué.

Il additionne les nouveaux quotients, puis il divise chacun d'eux par le total et par cette opération il détermine la *fraction locale* revenant proportionnellement à chaque liste dans l'unité que représente le siège resté disponible.

Finalement le bureau appelle les groupes à recueillir les sièges restés disponibles dans l'ordre de leurs quotients généraux encore utilisables et il attribue à chacun d'eux chaque siège lui revenant dans l'arrondissement où sa fraction locale se rapproche le plus de l'unité.

Les sièges attribués à une liste

tingen hem zijn onderworpen en bepaalt aldus het *gehele kiescijfer* voor elke groep.

Wat betreft de lijsten welke, in die arrondissementen, de bij artikel 255bis voorziene verklaring niet deden, zij worden door het bureel beschouwd als afzonderlijke groepen.

Het deelt, voor elke groep, haar geheel kiescijfer achtereenvolgens door het getal zetels die zij zou bekomen indien elk der beschikbaar gebleven mandaten haar op bijkomende wijze was toegekend en bepaalt, door deze bewerking, de nog bruikbare algemeene quotiënten van de groep.

Het rangschikt deze quotiënten naar hunne belangrijkheid, en, naar deze orde, klasseert het de groepen tegenover de beschikbaar gebleven zetels.

Anderzijds, tot vaststelling van den voorrang onder de verschillende lijsten van een zelfde arrondissement, deelt het bureel het plaatselijk quotient van elke dier lijsten door 't getal zetels dat zij zou bekleeden in het arrondissement, indien de beschikbaar gebleven zetel haar op bijkomende wijze was toegekend.

Het telt de nieuwe quotiënten bijeen, deelt vervolgens elk hunner door het totaal, en, dank zij deze bewerking, bepaalt het de *plaatselijke fractie*, evenredig toekomende aan elke lijst in de eenheid welke de beschikbaar gebleven zetel vertegenwoordigt.

Het bureel roept, eindelijk, de groepen op tot de beschikbaar gebleven zetels, naar rang van hare nog bruikbare algemeene quotiënten, en aan ieder harer kent het elken zetel toe die haar toekomt in het arrondissement waar hare plaatselijke breuk het meest de eenheid nabijkomt.

De zetels, aan eene lijst toege-

sont occupés définitivement par ses candidats effectifs et éventuellement par ses candidats suppléants et le bureau les proclame élus dans l'ordre fixé par les articles 265 et 266.

La dévolution des votes de liste se fait à concurrence du chiffre moyen d'éligibilité que le bureau fixe pour chaque liste en divisant son chiffre électoral par le nombre de sièges qui lui sont définitivement attribués.

ART. 266*quinque*.—Le résultat de ces opérations est proclamé publiquement. Le procès-verbal est transmis dans les deux jours au greffier de la Chambre ou du Sénat, ainsi que les procès-verbaux que le bureau a reçus en vertu de l'article 266*ter*.

kend, zijn voorgoed bezet door hare werkelijke kandidaten en, bij voorkomend geval, door hare plaatsvervangende kandidaten en het bureel roept dezen uit als verkozen in de orde bepaald bij de artikelen 265 en 266.

De overdracht van de stemmen op lijst geschiedt tot het beloop van het gemiddeld cijfer van kiesbaarheid dat het bureel voor elke lijst vaststelt, haar kiescijfer deelvende door 't getal zetels die haar bepaald zijn toegekend.

Art. 266*quinque*.—De uitslag van deze bewerkingen wordt in 't openbaar afgekondigd. Het proces-verbaal wordt, binnen twee dagen, gestuurd aan den Griffier van de Kamer of aan dien van den Senaat, benevens de processen-verbaal, bij het bureel ingekomen uit krachte van artikel 266*ter*.

VICTOR VAN DE WALLE.

ERNEST NOLF.

G. LORAND.

MAURICE CRICK.

D. SERRUYS.

R. WAROCQUÉ.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JANUARI 1913.

Wetsvoorstel houdende aanvulling van het Kieswetboek en bewerkende de evenredige verdeling der zetels, voor de Wetgevende Kamers, bij provinciale omschrijving.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

We zijn er van overtuigd, dat, op dit oogenblik, de arbeidersklasse, met de algemeene meening meegaande, onweerstaanbaar is gedreven naar een stelsel van politieke gelijkheid; dat, onder de verstandsmensen, er velen zijn die, door denzelfden geestdrift meegesleept, zeer oprecht verlangen naar eene meer rechtvaardige kieswet, strookend met den volkswensch, en dat de zoo algemeen betrachtte hervorming eerlang tot stand zal komen, zonder horten of stooten, zonder schokken, met kalmte en medewerking van aller goeden wil.

Wij denken dat eene herziening van de Grondwet noodzakelijk is geworden en ons onvermijdelijk zal leiden tot de redematige, billijke oplossing, welke alle Belgische burgers op volstrekt gelijken voet zal behandelen tegenover de stembus, waaruit dan zal oprijzen de ware wil des lands, de deuren van het Parlement open zettende voor alle ernstige schakeeringen van de algemeene meening, naar de juiste verhouding van hare werkelijke kiesmacht.

Overigens is het voor ons land, in den beangstigenden tijd welken wij thans beleven, dringend noodig te geraken tot eene vaderlandlievende verstandhouding; ook houden wij ons vast overtuigd, dat deze noodzakelijkheid een einde zal maken aan alle prikkelbaarheid, welke tot nogtoe den bepaalden zege van het gelijkmakend algemeen stemrecht in den weg schijnt te staan.

Zij die nog aarzelen, zeggen ons: « 't Is niet genoeg een of ander artikel der Grondwet te willen herzien, men dient te weten door welke bepalingen wij het zullen vervangen. Voordat wij dien weg inslaan, moeten wij vooral trachten het eens te worden over de te volgen richting. »

Wat ons betreft, wij weten zeer goed waartoe wij willen komen; het kiesvraagstuk bekommerde ons gestadig en bij ons bestaat geene aarzeling hoegenamd over de oplossing welke aan het vraagstuk behoort te worden gegeven.

Niet alleen willen wij afschaffing van het meervoudig stemrecht; ook willen en vragen wij eene meer juiste en billijke verdeeling van de mandaten voor de Wetgevende Kamers onder de verschillende schakeeringen van de algemeene meening.

Voor ons is evenredige vertegenwoordiging de onontbeerlijke aanvulling van algemeen stemrecht, waarmede zij onafscheidelijk verbonden moet blijven. Zij eerbiedigt het recht van vrij onderzoek en is, in de praktijk, de best temperende waarborg bovenal voor hen die de overweldiging der wet van het getal duchten.

Er is evenwel eene zijde van het vraagstuk waarop reeds velen onzer de aandacht hebben gevestigd, doch die anderen niet als genoegzaam opgehelderd achten.

Zoodra wij het eens zullen zijn om het meervoudig stemrecht af te schaffen, moet terzelfder tijd worden geregeld het kiesrecht, op gelijke wijze toegekend aan ieder, door eene meer nauwkeurige en meer uitgebreide toepassing van de evenredige vertegenwoordiging.

Er dient verbetering gebracht in de werking van dit bij uitstek temperend beginsel, dat het algemeen stemrecht in evenwicht houdt tusschen al de strekkingen van de openbare meening.

Hoe vaak deden wij niet uitschijnen, dat al onze kiesomschrijvingen te beperkt, te eng zijn. Met het thans bestaande gebrekkig evenredig stelsel, wordt de uitslag van de stemming vervalscht; hij is niet de uiting van den waren wil van het kiezerskorps.

Wij zullen het hier niet andermaal aantonen; op afdoende wijze werd het bewezen bij elke verkiezing voor de Wetgevende Kamers, in de tien laatste jaren.

Ongetwijfeld kan eene omwerking van het getal afgevaardigden, in sommige overbevolkte arrondissementen, de gebreken van het stelsel tijdelijk verzachten.

Dit was het geval na de jongste tienjarige volkstelling; doch, naarmate het kiezerskorps toeneemt, treedt het gemis van evenredigheid andermaal op den voorgrond. Alles wat wij verleden jaar zegden in de toelichting van ons voorstel tot algeheele evenredige vertegenwoordiging, blijft bestaan, en de cijfers der verkiezing van 2 Juni laatstleden hebben, overigens, niets afgenomen van de bewijskracht van ons betoog.

Derhalve hernemen wij ons wetsvoorstel, dat ten gevolge van de ontbinding der Kamers is vervallen, den tekst eenigermate wijzigende.

Wij achten het overbodig nogmaals cijfers aan te halen tot staving van onze stelling: wij veroorloven ons u te verwijzen naar de u verleden jaar gegeven toelichting (1).

Mocht bij u de minste twijfel overblijven omtrent het doeltreffende van de formule welke wij u voorstellen toe te passen, dan kan het volstaan met aandacht te onderzoeken de cijfers van om 't even welke verkiezing voor de

(1) *Kamerstukken*, Zittingsjaar 1911-1912. Vergadering van 21 November 1911, n^o 11.

Wetgevende Kamers, u vervolgens onderstaande vragen te stellen en op elke harer het meest logisch antwoord te geven :

Levert het thans bestaande stelsel van evenredige vertegenwoordiging wel een voldoende juiste uitslag op in elk arrondissement, zoodat de nationale vertegenwoordiging in het geheel van het land niet is vervalscht?

En zoo gij overtuigd zijt dat de uitslag waarlijk gebrekkig is, waar is het redmiddel te vinden?

Is het gelegen enkel in de uitbreiding van sommige omschrijvingen, enkel in de afschaffing van de kleine arrondissementen?

En zoo gij deze oplossing, welke gij gelijk zoudt hebben niet te willen, van de hand wijst omdat zij inderdaad de grootste bezwaren oplevert, hebt gij er eene andere voor te stellen?

Is de formule van evenredige vertegenwoordiging, die ten grondslag ligt aan onzen tekst, niet wetenschappelijk onweerlegbaar? Bevredegt zij u niet volkomen, vermits zij den eerbied voor plaatselijke zelfstandigheid overeenbrengt met eene noodzakelijke, streng nauwkeurige algemeene verdeeling?

Werd die formule in ons Kieswetboek opgenomen, zou zij dan niet dit onmiddellijk gevolg hebben, dat zij elke politieke groepeeringsgansch onafhankelijk, volstrekt vrij zou laten?

Geeft onze formule niet aan elke groep van verbonden lijsten het getal zetels dat evenredig overeenkomt met hare gezamenlijke kiesmacht? Verzekert zij ook niet, met de meest mogelijke nauwkeurigheid, aan elke plaatselijke lijst het getal zetels dat beantwoordt aan de kiesmacht, door haar in het arrondissement vertegenwoordigd?

Kan men door middel van een ander stelsel tot denzelfden uitslag, denzelfden graad van nauwkeurigheid geraken?

Dit zijn, Mijne Heeren, de vragen welke het ons niet meer mogelijk schijnt te ontwijken, wanneer wij het algemeen stemrecht willen regelen naar nieuwe grondslagen.

Komt het u niet voor, dat, in het hooger belang des lands, het oogenblik is gekomen om die vragen op te lossen?

Eene andere oplossing verwezenlijkt nog op volledige wijze het evenredigheids ideaal : namelijk ons stelsel van algeheele verdeeling toe te passen op gansch het land, 't is te zeggen op al de arrondissementen die denzelfden dag deelnemen aan de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers.

Dan zouden slechts enkele volzinnen van dit ons voorstel moeten worden veranderd en daartoe hebben wij een tekst gereed. Doch tegen dezen tekst wordt ingebracht door hen die tegen evenredige vertegenwoordiging zijn, dat hij strijdig is met de Grondwet.

Deze tegenwerping beschouwden we nooit als ernstig; toch vestigen wij er uwe aandacht op, omdat het voor ons eene reden te meer is om het grondwettelijk bezwaar weg te nemen en eindelijk gevolg te geven aan de billijke eischen van de arbeidende klasse.

VICT. VANDEWALLE.

PROPOSITION DE LOI

complétant le code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscription provinciale.

ARTICLE UNIQUE

Les dispositions suivantes sont ajoutées au code électoral :

Art. 151bis. — Lors de chaque renouvellement par moitié et lors de chaque renouvellement intégral des Chambres ou de l'une d'elles, le premier bureau du chef-lieu de la province fonctionne comme bureau central pour la répartition complémentaire des sièges dont il sera parlé au titre XI, art. 255bis, 266bis et suivants.

Art. 255bis. — Dans les cas prévus par l'article 151bis, les candidats présentés dans divers arrondissements d'une même province ont le droit de déclarer qu'ils appartiennent, au point de vue de la répartition des sièges, à un seul groupe électoral.

Cette déclaration doit être signée par tous ceux qui y sont désignés; elle n'a d'effet que pour les listes dont les candidats effectifs et suppléants auront signé la déclaration.

Elle peut contenir désignation d'un témoin et d'un témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau électoral central; les témoins peuvent être électeurs pour

WETSVOORSTEL

boudende aanvulling van het Kieswetboek en bewerkende de evenredige verdeling der zetels, voor de Wetgevende Kamers, bij provinciale omschrijving.

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan het Kieswetboek :

Art. 151bis. — Bij elke vernieuwing voor de helft en bij elke geheele vernieuwing van de Kamers of van ééne harer, werkt het eerste bureel der hoofdplaats van de provincie als hoofdbureel voor de aanvullende verdeling der zetels waarvan sprake is in titel XI, art. 255bis, 266bis en volgende.

Art. 255bis. — In de gevallen voorzien bij artikel 151bis, hebben de kandidaten, voorgesteld in verschillende arrondissementen eener zelfde provincie, het recht te verklaren dat zij, met het oog op de verdeling der zetels, tot ééne kiesgroep behooren.

Deze verklaring moet worden ondertekend door al degenen die daarin zijn aangewezen; zij heeft enkel uitwerking voor de lijsten waarvan de werkelijke en plaatsvervangende kandidaten de verklaring ondertekenden.

Zij mag een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen om de verrichtingen van het hoofdkiesbureel bij te wonen; de getuigen moeten kiezer zijn voor de Kamer

la Chambre des Représentants dans l'arrondissement; néanmoins, les candidats peuvent être désignés comme témoins effectifs ou suppléants, même s'ils ne sont pas électeurs.

Art. 255ter. — La déclaration prévue par l'article 255bis doit être remise au président du bureau central aux lieux, jour et heure qu'il aura indiqués, au plus tard le cinquième jour après celui où les listes des candidats sont définitivement arrêtées par les bureaux principaux d'arrondissement; il en est délivré récépissé.

Le président arrête immédiatement, en présence des témoins, s'il en a été désigné, le tableau des listes collectives et communique aux présidents des collèges d'arrondissement les listes qui comprennent des candidats de leur circonscription.

Les présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes de l'arrondissement.

Art. 257bis. — Il sera également procédé à l'élection dans les cas prévus par les trois premiers alinéas de l'article 257, si les candidats d'une ou de plusieurs listes se réservent, dans l'acte d'acceptation, le droit de faire la déclaration prévue par l'article 255bis et l'ont effectivement faite dans le délai de l'article 255ter.

Art. 263. — Cet article est complété comme suit : Dans les arrondissements où aucun candidat n'a fait la déclaration prévue à l'article 255bis, le bureau principal divise successivement par 1, 2, 3, 4, 5, etc. (le reste comme à l'article 263.)

der Volksvertegenwoordigers, in het arrondissement; de kandidaten mogen echter worden aangewezen als werkelijke of als plaatsvervangende getuigen, zelfs indien zij niet kiezer zijn.

Art. 255ter. — De verklaring, bij artikel 255bis voorzien, moet aan den voorzitter van het hoofdbureel worden afgegeven op de plaats, op den dag en het uur door hem aangeduid, uiterlijk den vijfden dag na dien waarop de kandidatenlijsten voorgoed zijn vastgesteld door de hoofdbureelen van arrondissement; daarvan wordt ontvangstbewijs afgegeven.

De voorzitter stelt onmiddellijk, in bijzijn van de getuigen, zoo er werden aangewezen, de tabel der gezamenlijke lijsten vast en deelt aan de voorzitters der arrondissementscolleges de lijsten mede die van lidaten van hunne omschrijving behelzen.

De voorzitters doen de lijsten onmiddellijk aanplakken in al de gemeenten van het arrondissement.

Art. 257bis. — Insgelijks wordt tot de verkiezing overgegaan in de gevallen voorzien bij de eerste drie alinéas van artikel 257, wanneer de kandidaten van ééne of van meer lijsten zich, in de akte van aanneming, het recht voorbehouden de verklaring, bij artikel 255bis voorzien, te doen en deze werkelijk hebben gedaan binnen den termijn gesteld in artikel 255ter.

Art. 263. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt : In de arrondissementsen waar niet één candidaat de verklaring, bij artikel 255bis voorzien, heeft gedaan, deelt het hoofdbureel achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, 5, enz. (het overige zooals in art. 263).

Art. 266bis. — Dans les arrondissements où les candidats d'une ou de plusieurs listes ont fait la déclaration prévue par l'article 253bis, le bureau principal procède au recensement des voix et arrête le nombre des votes valables et, pour chacune des listes, le nombre des votes nominatifs de chacun des candidats ainsi que le chiffre électoral de la liste en se conformant aux dispositions des articles 183, 184 et 260.

Le bureau détermine ensuite le chiffre répartiteur local en divisant le nombre des votes valables par le nombre de sièges à conférer dans l'arrondissement.

Il divise par ce répartiteur le chiffre électoral de chaque liste et fixe ainsi pour chacune d'elles son *quotient électoral local*.

Le chiffre des unités de ce quotient électoral indique à chaque liste le nombre de sièges qui lui sont déjà définitivement acquis.

La répartition complémentaire des mandats et la proclamation définitive des élus se font par le bureau central au chef-lieu de la province.

Art. 266ter. — Dans le cas prévu par l'article précédent, le procès-verbal de l'élection est adressé immédiatement au président du bureau électoral central, les autres pièces étant seules envoyées au greffier de la Chambre des représentants ou du Sénat, conformément à l'article 193.

Art. 266quater. — Le bureau électoral central se réunit le lendemain de l'élection, à midi.

Il additionne les chiffres électoraux obtenus par les listes formant groupe dans les divers arrondissements dont les opérations lui sont

Art. 266bis. — In de arrondissementen waar de kandidaten van ééne of van meer lijsten de verklaring, bij artikel 253bis voorzien, hebben afgelegd, gaat het hoofdbureel over tot het opnemen van de stemmen en stelt het getal geldige stemmen vast, alsmede, voor elke der lijsten, het getal stemmen op naam van elken der kandidaten en het kiescijfer der lijst, hierbij in acht nemende de bepalingen der artikelen 183, 184 en 260.

Het bureel bepaalt vervolgens het plaatselijk verdeelend cijfer, het getal der geldige stemmen deelende door 't getal zetels, in het arrondissement toe te kennen.

Het deelt door dezen verdeeler het kiescijfer van elke lijst en bepaalt aldus, voor elke harer, het *plaatselijk kiesquotient*.

Het cijfer der eenheden van dit kiesquotient geeft, voor elke lijst, het getal zetels aan welke zij reeds bepaald heeft verworven.

De aanvullende verdeeling der mandaten en de eindoproeping der verkozenen geschieden door het hoofdbureel, ter hoofdplaats van de provincie.

Art. 266ter. — In het geval voorzien bij het vorige artikel, wordt het proces-verbaal der verkiezing onmiddellijk gezonden aan den voorzitter van het hoofdkiesbureel; alleen de overige stukken worden gestuurd aan den Griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers of aan dien van den Senaat, overeenkomstig artikel 193.

Art. 266quater. — Het hoofdkiesbureel vergadert daags na de verkiezing, 's middags.

Het telt te samen de kiescijfers verkregen door de lijsten die ééne groep uitmaken in de verschillende arrondissementen welke verrich-

soumises et il arrête ainsi le *chiffre électoral total* de chaque groupe.

Quant aux listes qui, dans ces arrondissements, n'ont point fait la déclaration prévue à l'art. 233bis, le bureau les considère comme groupes isolés.

Il divise pour chaque groupe son chiffre électoral total successivement par le nombre de sièges qu'il obtiendrait si chacun des mandats restés disponibles lui était complémentai-
rement attribué et par cette opération il arrête les quotients généraux encore utilisables du groupe.

Il range ces quotients par ordre d'importance et dans cet ordre il classe les groupes devant les sièges restés disponibles.

D'autre part, pour régler le rang de priorité entre les diverses listes d'un même arrondissement, le bureau divise le quotient local de chacune de ces listes par le nombre de sièges qu'elle occuperait dans l'arrondissement si le siège resté disponible lui était complémentai-
rement attribué.

Il additionne les nouveaux quotients, puis il divise chacun d'eux par le total et par cette opération il détermine la *fraction locale* revenant proportionnellement à chaque liste dans l'unité que représente le siège resté disponible.

Finalement le bureau appelle les groupes à recueillir les sièges restés disponibles dans l'ordre de leurs quotients généraux encore utilisables et il attribue à chacun d'eux chaque siège lui revenant dans l'arrondissement où sa fraction locale se rapproche le plus de l'unité.

Les sièges attribués à une liste

tingen hem zijn onderworpen en bepaalt aldus het *geheele kiescijfer* voor elke groep.

Wat betreft de lijsten welke, in die arrondissementen, de bij artikel 233bis voorziene verklaring niet deden, zij worden door het bureel beschouwd als afzonderlijke groepen.

Het deelt, voor elke groep, haar geheel kiescijfer achtereenvolgens door het getal zetels die zij zou bekomen indien elk der beschikbaar gebleven mandaten haar op bijkomende wijze was toegekend en bepaalt, door deze bewerking, de nog bruikbare algemeene quotiënten van de groep.

Het rangschikt deze quotiënten naar hunne belangrijkheid, en, naar deze orde, klasseert het de groepen tegenover de beschikbaar gebleven zetels.

Anderzijds, tot vaststelling van den voorrang onder de verschillende lijsten van een zelfde arrondissement, deelt het bureel het plaatselijk quotient van elke dier lijsten door 't getal zetels dat zij zou bekleeden in het arrondissement, indien de beschikbaar gebleven zetel haar op bijkomende wijze was toegekend.

Het telt de nieuwe quotiënten bijeen, deelt vervolgens elk hunner door het totaal, en, dank zij deze bewerking, bepaalt het de *plaatselijke fractie*, evenredig toekomende aan elke lijst in de eenheid welke de beschikbaar gebleven zetel vertegenwoordigt.

Het bureel roept, eindelijk, de groepen op tot de beschikbaar gebleven zetels, naar rang van hare nog bruikbare algemeene quotiënten, en aan ieder harer kent het elken zetel toe die haar toekomt in het arrondissement waar hare plaatselijke breuk het meest de eenheid nabijkomt.

De zetels, aan eene lijst toege-

sont occupés définitivement par ses candidats effectifs et éventuellement par ses candidats suppléants et le bureau les proclame élus dans l'ordre fixé par les articles 265 et 266.

La dévolution des votes de liste se fait à concurrence du chiffre moyen d'éligibilité que le bureau fixe pour chaque liste en divisant son chiffre électoral par le nombre de sièges qui lui sont définitivement attribués.

Art. 266quinque.—Le résultat de ces opérations est proclamé publiquement. Le procès-verbal est transmis dans les deux jours au greffier de la Chambre ou du Sénat, ainsi que les procès-verbaux que le bureau a reçus en vertu de l'article 266ter.

kend, zijn voorgoed bezet door hare werkelijke kandidaten en, bij voorkomend geval, door hare plaatsvervangende kandidaten en het bureel roept dezen uit als verkozen in de orde bepaald bij de artikelen 265 en 266.

De overdracht van de stemmen op lijst geschiedt tot het beloop van het gemiddeld cijfer van verkiesbaarheid dat het bureel voor elke lijst vaststelt, haar kiescijfer deelen de door 't getal zetels die haar bepaald zijn toegekend.

Art. 266quinque.—De uitslag van deze bewerkingen wordt in 't openbaar afgekondigd. Het proces-verbaal wordt, binnen twee dagen, gestuurd aan den Griffier van de Kamer of aan dien van den Senaat, benevens de processen-verbaal, bij het bureel ingekomen uit krachte van artikel 266ter.

VICTOR VAN DE WALLE.

ERNEST NOLF.

G. LORAND.

MAURICE CRICK.

D. SERRUYS.

R. WAROCQUÉ.

